

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 32

Bulletin d'information de la **CNGR**

Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

**LES SOCIALISTES FRANÇAIS** se préparent à départager les cinq motions soumises à leurs suffrages en vue du congrès qui se tiendra au Mans du 18 au 20 novembre. « Cinq motions gratuites et une motion payante », ironise Henri Emmanuelli, qui fait ainsi allusion au livre lancé juste avant le congrès – comme par hasard ! – par Lionel Jospin. Un lancement à grand renfort d'interviews, au cours desquels l'ancien Premier Ministre a condamné la privatisation de 15% du capital d'EDF, mais n'a bien sûr pipé mot sur la directive européenne traduite en droit français en 2000, sous son gouvernement, qui a posé comme règle la concurrence dans le secteur de l'énergie. C'est pourtant là que le bât blesse, car soumis à ce régime, un service public s'aligne obligatoirement sur les lois du marché. En revanche Lionel, tu devrais nous dire une fois pour toutes si tu es candidat à la candidature : ça ne ferait jamais qu'une de plus au PS, c'est pas que la question nous passionne, mais on est quand même curieux. En tout cas, tu devrais cesser de prendre les électeurs de gauche pour des enfants à la recherche d'un père protecteur. Ce qu'il nous faut, c'est un vrai programme républicain et social pour 2007, pas un sauveur suprême.

**...ET LES SOCIALISTES ALLEMANDS** commencent à ruer dans les brancards. Ainsi, contre la volonté de son président, Franz Müntefering, un proche de Gerhard Schröder, la direction du SPD a désigné comme secrétaire générale Andrea Nahles, une jeune militante de 35 ans membre d'Attac-Allemagne et considérée représentative des sensibilités « de gauche » à l'intérieur de la social-démocratie. Conséquences : Müntefering a renoncé à la présidence du parti et à son ministère au sein du gouvernement de grande coalition...qu'Angela Merkel a beaucoup de mal à constituer.

## EDITO : POUR QUE LE PEUPLE GAGNE, NE PAS SE TROMPER D'ELECTION EN 2007

*L'Humanité du 27 octobre a publié une tribune libre de Pierre Carrassus, Coprésident de la CNGR, que nous reproduisons ci-dessous.*

Marie-George Buffet a pleinement raison de mettre en garde les formations de gauche (voir l'Humanité du 29 septembre) contre le risque de perdre en 2007 si elles ne définissent pas, face aux citoyens, la politique qu'elles proposeront à leurs suffrages. Depuis sa création, la Gauche républicaine est engagée dans le combat anti-libéral. Elle s'est mobilisée aux côtés du PCF et d'autres organisations lors des élections régionales de 2004, puis tout au long de la campagne des comités du Non impulsée par l'Appel des 200, dont nous sommes co-signataires.

Marie-George Buffet n'écarte pas qu'il y ait un candidat du PCF à la prochaine élection présidentielle. Une telle candidature serait tout à fait légitime, mais comme elle-même le précise, « les Françaises et les Français n'attendent pas des responsables politiques qu'ils annoncent qu'ils sont prêts à être présidents ou présidentes ». J'ajoute que, quelle soit la résolution de l'équation présidentielle à gauche, qui comporte encore de nombreuses inconnues, il serait illusoire de penser que le prochain chef de l'Etat pourrait provenir de la gauche non socialiste. Que cela nous plaise ou non. Il n'est cependant pas indifférent que le candidat qui affrontera la droite à l'heure du rassemblement ait été partisan du Oui ou du Non au référendum du 29 mai.

(suite en page 2)

## LA CNGR SE PLACE EN PREMIERE LIGNE POUR LA DEFENSE DES SERVICES PUBLICS ET INTENSIFIE LE DEBAT PREPARATOIRE AUX ASSISES DE LA GAUCHE REPUBLICAINE

Cette fin d'année voit notre organisation redoubler d'activité, aux côtés des partis de gauche, pour lutter contre la privatisation des sociétés d'autoroutes et d'EDF. Raison de plus pour approfondir et enrichir la discussion en vue des Assises. Car l'action nourrit la réflexion, et la réflexion oriente l'action. Faisons de la République l'axe du rassemblement à gauche!

**La date et le lieu des Assises seront communiqués ultérieurement.** En attendant, « bloguons » ensemble sur : [www.combatrepublicain.org](http://www.combatrepublicain.org)

Mais le noeud de la question et la priorité politique sont ailleurs. A bien examiner le fonctionnement des institutions depuis une vingtaine d'années, force est de constater qu'un gouvernement s'appuyant sur une majorité à l'Assemblée Nationale réduit considérablement les prérogatives présidentielles. Pour la gauche, c'est donc le contrat de législature porté par ses députés qui peut et doit être la clé du changement.

Or l'élection présidentielle précédant les élections législatives, il ne sera pas aisé de placer ce contrat de législature au cœur du débat. D'autant que ceux qui ne veulent pas définir les véritables enjeux avec les citoyens ont tout intérêt à personnaliser la première échéance de 2007. Sondages à l'appui, la course à la popularité est lancée. Le citoyen est réduit au rôle de spectateur. Il revient à la gauche anti-libérale de briser cette mécanique qui étouffe la démocratie.

Et plutôt que de nous emberlificoter dans le choix du prochain occupant de l'Elysée, définissons ensemble, sans tarder, un authentique programme de gauche en vue des législatives, qui visera à donner à la France et à l'Europe des marges pour agir face à la mondialisation libérale, et au cœur duquel seront inscrites la lutte contre le chômage et la précarité, la revalorisation du travail et la reconstruction des services publics.

De surcroît, c'est un accord électoral pour la législature qui permettra à la gauche d'être représentée à l'Assemblée dans toute sa diversité, alors que l'élection présidentielle lamine les différences au profit d'un seul parti, quand ce n'est pas, comme aujourd'hui, celle d'un clan... Certes, en l'absence de toute forme de représentation proportionnelle, le scrutin uninominal n'est pas des plus démocratiques. Voilà une raison supplémentaire pour peaufiner un accord « gagnant-gagnant » pour chacun de ses signataires, afin que toutes les forces qui conflueraient dans le même projet puissent se

faire entendre à la Chambre des Députés.

Mais pour être conséquente, la majorité de gauche aura, sans attendre, à faire évoluer la loi électorale en la fondant sur la représentation proportionnelle. Le respect de la diversité politique au niveau de la représentation nationale conditionne fortement l'implication citoyenne, et par voie de conséquence, la réussite de toute politique nouvelle. Je n'ai pas la prétention de présenter dans ces colonnes la formulation définitive d'un nouveau mode de scrutin ; mais il convient, me semble-t-il, de le mettre au point collectivement dès aujourd'hui.

Inspirons-nous, en tout cas, de trois principes. D'une part, le seuil d'éligibilité, s'il est nécessaire pour éviter l'éparpillement, ne doit pas devenir un facteur d'exclusion, contrairement au seuil que la droite a fixé pour les élections régionales. D'autre part, le mode de scrutin doit permettre de dégager une majorité stable à l'Assemblée et de maintenir l'assise locale des députés, quelle que soit la taille des circonscriptions, car le lien démocratique entre électeurs et élus passe par la proximité. L'accord à trouver sur ce mode de scrutin doit être précis afin qu'il puisse être voté dès la mise en place d'une nouvelle majorité. En effet, cette réforme donnerait un nouveau lustre au Parlement, et adosserait mieux un gouvernement de gauche à sa base sociale en gommant les déformations induites par l'actuel mode de scrutin. Je ne sais si elle marquerait l'entrée en VIème République ; du moins la démocratisation de la loi électorale devrait-elle inaugurer un train de réformes propice à l'éclosion d'une citoyenneté active, sans laquelle la transformation sociale reste un vœu pieux.

Battre la droite en 2007, c'est possible, à condition de fondre en un programme les aspirations populaires avec les principes démocratiques et républicains. Attelons nous ensemble à cette tâche, motivés par l'esprit unitaire qui a si bien servi la campagne du Non.

## **MOBILISATION GENERALE POUR LES SERVICES PUBLICS**

**Mardi 8 novembre, 20h00 : Meeting unitaire à la Mutualité**

**Samedi 19 novembre, 13h30 : Manifestation à Paris, de la place d'Italie à l'Assemblée Nationale**

## **POUR LA DEFENSE DES SERVICES PUBLICS, CONTRE LA PRIVATISATION D'EDF, LA RIPOSTE S'ORGANISE**

**Communiqué commun des Alternatifs, de la Coordination Nationale de la Gauche Républicaine (CNGR), de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), du Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale (MARS), du Mouvement Républicain et Citoyen (M.R.C.), du Parti Communiste Français (PCF), et des Verts.**

Le gouvernement VILLEPIN-SARKOZY vient de décider la privatisation partielle d'EDF. La libéralisation du marché de l'énergie au niveau européen décidée à Barcelone en 2002 a conduit au changement du statut d'EDF. L'heure est aujourd'hui, à l'ouverture du capital. Nous savons que les ouvertures de capital débouchent toujours sur des privatisations, France Telecom ou Air France en sont les meilleurs exemples.

Pour que les citoyens français puissent décider, en toute transparence, de la politique énergétique, EDF doit rester un service public. Seul un service 100% public garantit l'égal accès des usagers à l'électricité et la péréquation tarifaire, la solidarité des régions répond aux besoins économiques et humains du pays et pourrait à terme permettre une diversité énergétique soucieuse des générations futures et respectueuses de l'environnement.

Il faut donc une grande mobilisation politique et populaire pour marquer un coup d'arrêt à l'entreprise de liquidation des services publics d'une Droite qui veut céder les biens de la Nation aux appétits financiers, et tout marchandiser.

C'est pourquoi, les Alternatifs, la Coordination Nationale de la Gauche Républicaine (CNGR), la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), le Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale (MARS), le Mouvement Républicain et Citoyen (M.R.C.), le Parti Communiste Français (PCF), et les Verts, réunis au siège du PCF à Paris ce jour, sont déterminés à s'opposer ensemble, avec les salariés et les usagers d'EDF, à cette privatisation, et à défendre la re-nationalisation d'EDF.

Il faut d'urgence enrayer ce processus de bradage et nous appelons l'ensemble des citoyens à :

- se mobiliser pour la réussite de la journée d'action unitaire des salariés de l'entreprise le 8 novembre
- participer à un meeting de la Gauche à la mutualité le 8 novembre à 20h pour la défense d'EDF 100% publique et du Service Public en général
- répondre aux initiatives locales de protestation et de mobilisation des organisations politiques, syndicales, associatives, notamment sur les sites EDF
- appeler leurs élus à prendre position dans leurs assemblées locales, départementales et régionales

Ces initiatives doivent converger vers une réussite massive de la grande mobilisation du 19 novembre en faveur des Services Publics, à l'initiative de la Fédération Nationale des Collectifs pour la Défense et le Développement des Services Publics.

**Paris, le 26 octobre 2005.**